

Blanquefort : Le Maire réclame 20 millions d'euros à Ford

Pour « réindustrialiser » le site, le gouvernement hausse le ton. Le constructeur américain aurait promis une réponse en début de semaine.

Source AFP

Modifié le 04/03/2019 à 06:46 - Publié le 03/03/2019 à 20:02 | Le Point.fr



Le site de Blanquefort a employé jusqu'à 3 600 personnes autour de l'an 2000.

© GEORGES GOBET / AFP

Face à l'impossibilité de sauver l'usine Ford à Blanquefort (Gironde), le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a annoncé dimanche avoir demandé 20 millions d'euros au constructeur automobile américain pour « réindustrialiser » le site. Une annonce qualifiée par la CGT-Ford de « posture combative » du gouvernement pour masquer son « impuissance ». Dans un entretien au *Parisien* dimanche, Bruno Le Maire annonce avoir « demandé à Ford qu'il affecte 20 millions d'euros à la réindustrialisation du territoire ». « Ils se sont engagés à revenir vers nous en début de semaine. »

Samedi, la secrétaire d'État à l'Économie Agnès Pannier-Runacher avait déjà déclaré que le gouvernement français était en mesure de peser sur Ford pour le pousser à investir « plusieurs millions » d'euros pour garantir la reconversion de son usine de Blanquefort. Vendredi à Bordeaux, le président de la République Emmanuel Macron avait assuré que l'État allait « forcer » Ford à payer pour la revitalisation du site de l'usine.

L'usine, qui emploie 850 personnes, doit fermer à l'été après le récent refus par le constructeur automobile de la dernière offre du seul repreneur en lice, le strasbourgeois Punch Powerglide. L'administration, via la Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi), doit rendre d'ici à lundi soir son avis officiel sur le plan de sauvegarde de l'emploi de Ford. Une première mouture de ce PSE, présentée en décembre, avait été retoquée par la Direccte le 28 janvier. « Il faut que le plan social soit généreux et solide. Ford doit aussi prendre à sa charge la dépollution », a affirmé Bruno Le Maire.

« Rien de nouveau »

Ford avait annoncé en février 2018 son intention de se désengager de cette usine implantée en 1972 aux portes de la capitale girondine, et qui compta, autour de l'an 2000, jusqu'à 3 600 salariés. Philippe Poutou, délégué CGT de Ford-Blanquefort et ancien candidat à l'élection présidentielle, a estimé dimanche que depuis l'annonce du retrait de Ford il y a un an, « l'État, les pouvoirs publics se sont montrés impuissants, sans moyens de contraindre Ford en quoi que ce soit. Alors est-ce pour faire oublier ce triste constat que le gouvernement adopte cette posture combative ? » se demande-t-il.

Pour le syndicaliste, il n'y a « strictement rien de nouveau » dans les propos du ministre, de la secrétaire d'État ou du président Macron ces derniers jours. « Depuis le début, Ford sait qu'il y a une convention de revitalisation du territoire à signer après le PSE, Ford sait très bien qu'il y a le démantèlement et la dépollution à payer. C'est d'ailleurs certainement déjà budgétisé. » « Si l'intention de l'État est vraiment de sauver l'usine et ses emplois, s'il veut concrètement ré-industrialiser le site », poursuit Philippe Poutou, il doit « se donner les moyens d'agir efficacement maintenant : ne pas valider le PSE pour bloquer Ford et la contraindre à négocier vraiment quelque chose ». Et « surtout, prendre le contrôle de l'usine, réquisitionner le parc machines ».